



Ajaccio, le 14/11/2014

DOCUMENTS à la signature de

M. le Président du Conseil exécutif de Corse

S/C de M. le Directeur Général des Services

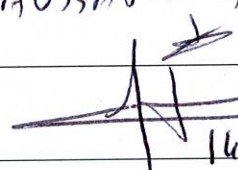
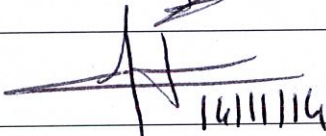
Objet : RESEAU FERROVIAIRE DE CORSE Aménagement de la halte ferroviaire de Montesoro
- Commune de Bastia.

Référ : CC/SJ/YB/DL/ n°

P.J. : - 1 dossier de demande d'aide publique comprenant :

pour signature :

- 1 projet de courrier à la DREAL
- formulaire de renseignement
- Annexe1 (plan de financement prévisionnel du projet),
- Annexe 4 ,
- une attestation de non commencement de travaux,
- une attestation précisant que les travaux sont réalisés à l'intérieur des emprises foncières du chemin de fer de la Corse,
- Dossier technique

SIGNATAIRES	VISA
Monsieur Yves Briantais Chef de projet investissement	6/11/14 
M. Sylvain Jaussaud Chef du Service des transports ferroviaires	JAUSSAUD 7/11/14 
Mme Cynthia CAVALLI Directeur des Transports	16/11/14 
Mme Josephe MAZZACAMI Directrice Administrative et Comptable	
M. Georges ARGIVIER Directeur Général Adjoint Infrastructures Routes et Transports	

faire copie dossier dex à J. Cingari après signature

Direction Générale des Services

Infrastructures, Routes et Transports

Direction des Transports

Service des Transports Ferroviaires

Affaire suivie par : Daniel LEMOINE

Tél : 04 20 03 97 60

Courriel : daniel.lemoine@ct-corse.fr



République Française

Ajaccio, le

Le Président du Conseil
Exécutif de Corse

à

Monsieur le Directeur de la
DREAL
SLADD – UPC
19 Cours Napoléon
CS 10 006
20 704 Ajaccio Cedex

Objet : Demande d'aide publique pour l'aménagement de la halte ferroviaire de Montesoro.

P.J. : Dossier de demande de financement au titre du PO FEDER Corse 2007-2013.

Référ. : CC/YB/DL/ n°

J'ai l'honneur de vous saisir de l'opération visée en objet qu'il serait souhaitable d'examiner à l'occasion du prochain COREPA.

L'opération s'inscrit dans le cadre du PO FEDER. dans l'axe 3 « favoriser le développement intégré des territoires et la cohésion sociale », mesure 3.3 « développer harmonieusement les territoires ».

Le montant global de l'opération est estimé à 274.000 € H.T.

Je vous propose donc de rendre éligible au financement du PO FEDER., au titre de l'axe 3, l'opération susvisée selon la répartition suivante :

Europe	(47%) :	128 780 € H.T.
Collectivité Territoriale de Corse	(53%) :	145.220 € H.T.
		Total : 274.000 € H.T.

Le Président du Conseil
Exécutif de Corse,

P/Le Président du Conseil Exécutif de Corse
et par délégation
Le Directeur Général Adjoint Aux Infrastructures
Routes et Transports

Georges ARGIVIER

Direction Générale des Services

Infrastructures, routes et transports

Direction des Transports

Service des Transports ferroviaires



ATTESTATION

Je soussigné, **Georges ARGIVIER**, Directeur général adjoint aux infrastructures, routes et transports, certifie que l'opération « Aménagement de la halte ferroviaire de Montesoro commune de BASTIA » - pour laquelle une subvention de l'Europe de **128 780,00 € H.T.** est demandée au titre du Programme Opérationnel FEDER Corse 2007-2013 :

N'a reçu aucun commencement d'exécution.

Fait à Ajaccio, le

Le Directeur général adjoint aux infrastructures,
Routes et transports,

P/Le Président du Conseil Exécutif de Corse
et par délégation
Le Directeur Général Adjoint Aux Infrastructures,
Routes et Transports

Georges ARGIVIER

Direction Générale des Services

Infrastructures, routes et transports

Direction des Transports

Service des Transports ferroviaires



ATTESTATION

Je soussigné, **Georges ARGIVIER**, Directeur général adjoint aux infrastructures, routes et transports, certifie que l'opération « Aménagement de six arrêts ferroviaires périurbains entre BASTIA et CASAMOZZA » - pour laquelle une subvention de l'Europe de **128 780,00 € H.T.** est demandée au titre du Programme Opérationnel FEDER Corse 2007-2013 :

Est réalisé à l'intérieur des emprises foncières du chemin de fer de la Corse.

Fait à Ajaccio, le

**Le Directeur général adjoint aux infrastructures,
Routes et transports,**

P/Le Président du Conseil Exécutif de Corse
et par délégation
Le Directeur Général Adjoint Aux Infrastructures,
Routes et Transports

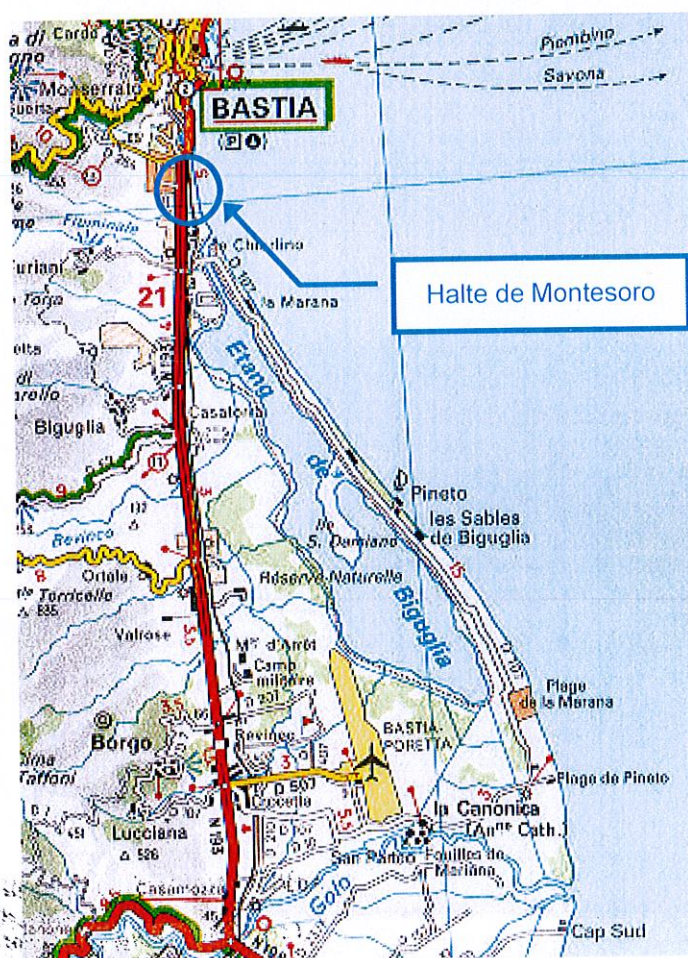
Georges ARGIVIER

PO FEDER Corse 2007-2013.

Axe 3-favoriser le développement intégré des territoires et la cohésion sociale.

Mesure n°3.3-développer harmonieusement les territoires.

AMENAGEMENT DE LA HALTE FERROVIAIRE DE MONTESORO



SEPTEMBRE - 2014

SOMMAIRE

Note de présentation du projet

Formulaire de renseignements
complété et signé

Formulaire Présentation du projet et plan de financement prévisionnel,
complété et signé

Obligations du porteur de projet bénéficiaire »
complétée et signée

Pièces complémentaires à fournir comprenant:
(à cocher)

- ☒ délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement prévisionnel détaillé
- ☐ copie des décisions d'autres aides publiques (cofinancements) obtenues ou au minimum lettre d'engagement précisant le montant, le délai, l'intention ferme de cofinancer.
- ☒ liste des indicateurs prévisionnels
- ☒ devis, projets de contrats ou tous autres documents, datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis, permettant d'apprécier le montant de la dépense

si travaux ou acquisitions immobilières :

- ☒ document précisant la situation juridique des terrains et immeubles et établissant que le demandeur en a ou en aura la libre disposition (barrer la mention inutile)
 - i. promesse de vente,
 - ii. lettre d'accord d'une autre collectivité propriétaire
 - iii. arrêté de transfert ou à défaut déclaration sur l'honneur datée et signée si domaine public
 - iv. autre : *attestation...sur place etc*
- ☐ état des autorisations préalables requises par la réglementation (*permis de construire...*)
- ☒ plan de masse, plan de situation, plan cadastral

en cas d'aides de l'Etat sans lien avec une aide communautaire :

- ☐ attestation sur l'honneur de non-commencement des travaux avant l'accusé de réception de dossier complet (complété et signé) (*Feder*)

FORMULAIRE DE RENSEIGNEMENTS

INTITULE DU PROJET (détaillé en annexe) : AMENAGEMENT HALTE FERROVIAIRE DE MONTESORO - Commune de BASTIA

Coût total du projet :

HTVA = 274 000 €

TTC = 301 000 €

Renseignements concernant le porteur de projet :

RAISON SOCIALE : COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE

FORME JURIDIQUE :

☐ E.U.R.L.

☐ S.A.R.L.

☐ S.A

☐ Entreprise individuelle

☐ Association

☒ Collectivité locale

☐ Organisme consulaire

☐ Autre (préciser) :

ADRESSE : HOTEL DE LA COLLECTIVITE BP215 20187 AJACCIO CEDEX

ACTIVITE, objet social :

N° SIRET : 23200001800019

N° NAF :

N° ENREGISTREMENT à la Préfecture (associations) :

N° de déclaration d'activité (organisme de formation – FSE)

Régime TVA :

assujetti :

☐ OUI

☐ NON

FCTVA :

☒ OUI

☐ NON

Autres : prorata

☐ OUI

☐ NON

Pour les entreprises : - L'entreprise appartient-elle à un groupe ? ☐ OUI ☐ NON

- Effectifs salariés actuels :

- Eléments comptables au 31/12/N-1 (si la subvention est inférieure ou égale à 23 000€, en remplacement de la liasse fiscale) :

Chiffre d'affaires :		Capitaux propres :	
Excédent brut d'exploitation :		Dettes financières :	
Résultat d'exploitation :		Crédits de trésorerie :	
Résultat net :		Total du bilan :	

PREFECTURE DE CORSE

Adresse électronique : cynthia.cavalli@ct-corse.fr

Pour les entreprises et organismes (y compris publics) ayant une activité dans un secteur concurrentiel, liste des aides attribuées par des personnes publiques, collectivités locales, Etat, Union européenne... (ex : subventions, bonifications d'intérêt, exonérations fiscales,...) obtenues durant les 3 dernières années avec origine, objet, montant (ou état néant)

DECLARATION SUR L'HONNEUR DES AIDES PERCUES

! IMPORTANT: le maître d'ouvrage doit respecter les règles de concurrence communautaires relatives aux aides publiques. A ce titre, le non-respect de ces règles peut conduire au reversement des aides éventuellement perçues.

AIDES OBTENUES AU COURS DES TROIS DERNIERES ANNEES, y compris les aides relevant de l'ingénierie financière (PFIL, ADIE, SOFARIS, FEMU QUI, ...) :

[illegible]

DEMANDES D'AIDES EN COURS DE TRAITEMENT :

NOM DE L'AIDE	ORGANISME FINANCEUR	MONTANT ATTENDU	TYPE (subvention...)	DATE DE DEPOT DES DOSSIERS

ATTESTATION CREDIT D'IMPOT**Avez-vous opté pour le crédit d'impôt ?**oui ☐non ☐**Si oui**, à compter de quelle date et sur quel(s) investissement(s) a porté ce crédit d'impôt ?

.....

.....

.....

.....

Je soussigné, en qualité de représentant légal de **Président du Conseil exécutif de Corse** ayant qualité pour l'engager juridiquement, sollicite une subvention pour la réalisation du projet précité et décrit en annexe.

Je certifie l'exactitude des renseignements indiqués dans le présent dossier.

J'atteste sur l'honneur de la régularité de la situation fiscale et sociale de l'organisme que je représente.

Je confirme mon accord de principe pour que les aides publiques proposées par le service instructeur au plan de financement du projet détaillé ci-après soient soumises à l'instruction des services compétents en vue de leur présentation devant le COREPA.

J'ai pris connaissance des informations figurant dans ce dossier et m'engage à respecter les obligations et à utiliser les imprimés annexés au dossier si l'aide m'est attribuée.

Je m'engage à réaliser le projet décrit dans ce dossier sous réserve de l'obtention des aides publiques sollicitées.

Cachet

Date :

Nom et signature du représentant légal :

P/Le Président du Conseil Exécutif de Corse
et par délégation
Le Directeur Général Adjoint Aux Infrastructures,
Routes et Transports

Georges ARGIVIER

**PROJET PRESENTE PAR LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE ;
EN VUE DE L'OBTENTION D'UNE AIDE PUBLIQUE**

- P.O. : FEDER**
- ou/et **- CONTRAT DE PROJET**
- ou/et **- P.E.I.**
- ou/et **- Plan de développement de la pêche : FEP**

DESCRIPTION DU PROJET :

Le schéma des investissements ferroviaires adopté par l'Assemblée de Corse en juillet 2012, définit les aménagements qu'il serait nécessaire de réaliser d'ici huit ans pour mettre en œuvre la politique de développement des transports ferroviaires. Ce schéma établit dans le souci de donner une cohérence à la politique d'investissement de la CTC doit permettre d'améliorer la qualité du service à l'usager, de garantir à tous l'accessibilité des installations, d'augmenter les fréquences des liaisons et de réduire le temps du trajet entre Ajaccio, Bastia et Corte afin de renforcer la compétitivité du train vis-à-vis de la voiture.

La présente opération s'inscrit dans l'axe 3 du schéma directeur d'investissements ferroviaires intitulé « Renforcement et renouveau des dessertes ferroviaires périurbaines », visant à améliorer les déplacements quotidiens dans les agglomérations d'Ajaccio et de Bastia.

Les travaux d'aménagement de cette halte ferroviaire de Montesoro, s'inscrit dans cette démarche générale.

LIEU DE REALISATION :

Commune de BASTIA – lieu –dit MONTESORO.

OBJECTIFS POURSUIVIS

Réhabiliter la halte existante non conforme en longueur et hauteur, en une halte ferroviaire pouvant accueillir les AMG en unité simple ou en UM2 (unité multiple). Cette halte est située à proximité d'établissements scolaires.

Cette halte est accessible par un long escalier dont la partie haute se situe au niveau de la RN.

L'accessibilité à tous les usagers du train, y compris par les personnes handicapées en toute sécurité, comme l'impose la loi sur le handicap du 11 février 2005, sera traitée pour la partie cheminement dans un deuxième temps avec la reconfiguration du carrefour routier de Montesoro.

Ce projet à moyen terme prévoit en effet la création d'un nouveau passage souterrain piéton permettant la mise en place d'ascenseurs au droit de la halte réhabilitée, et la création d'arrêts bus et de places de stationnement VL.

Ces travaux d'amélioration de l'accessibilité sont intimement liés aux travaux routiers de création d'une trémie routière.

Les aménagements seront donc réalisés en tenant compte des prescriptions du schéma directeur d'accessibilité (SDA) approuvé par délibération AC 09/264 de l'Assemblée de Corse en date du 14 décembre 2009, et le quai réhabilité pourra rester en fonctionnement permanent pendant les travaux de création des ascenseurs.

INDICATEURS - (renseignements obligatoires) :

- les indicateurs à renseigner sont identifiés à partir de la liste en annexe 7 pour le PO FEDER.
- les indicateurs à renseigner sont identifiés à partir de la liste en annexe 8 pour le Contrat de Projet.
- la valeur prévisionnelle de chacun des indicateurs identifiés ci-dessus doit être fournie dès le dépôt de ce dossier.
- lorsqu'un indicateur « qualitatif » a été identifié, des questionnaires joints en annexe 9 sont à remplir.

CALENDRIER PREVISIONNEL

DUREE : *quatre mois*

COMMENCEMENT D'EXECUTION : *septembre 2014.*

FIN D'EXECUTION PREVUE : *janvier 2014*

PROJET DONT LA REALISATION EST SUPERIEURE A UN AN : *préciser l'état prévisionnel de réalisation des dépenses par année*

	2014	2015	2016	2017
<i>Dépense/an prévisionnelle</i>	250 000	24 000	-	-

Lorsque le demandeur récupère la TVA ou que le projet lui permet de bénéficier du FCTVA, la dépense subventionnable doit être présentée hors taxe

(1) : à détailler
(2) : indiquer le cas échéant les modes de calcul (exemple : salaires et charges (x par mois) X (z personnes) X (z mois)
NB : les dépenses sont, le cas échéant, présentées par « sous-projets »

Date _____

Nom et signature
P/Le Président du Conseil Exécutif de Corse
et-par délégation
**Le Directeur Général Adjoint Aux Infrastructures,
Routes et Transports**

Georges ARGIVIER

Respect des politiques communautaires :

Je devrai respecter les politiques communautaires et notamment les règles de concurrence et de passation des marchés publics, la protection de l'environnement, l'égalité des chances entre hommes et femmes.

Je m'engage à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

8- Reversement et résiliation :

Je suis informé qu'en cas de non-respect des obligations ci-dessus et en particulier, de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, de la modification du plan de financement ou du programme des travaux sans autorisation préalable, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet ou en cas de refus des contrôles, le préfet de Corse exigera le reversement partiel ou total des sommes versées.

Dans le cas où, dans les 5 ans suivant la réalisation de l'opération, celle-ci connaîtrait une modification importante affectant sa nature ou ses conditions de mise en œuvre ou procurant un avantage indu au bénéficiaire ou à un tiers et résultant soit d'un changement d'affectation sans autorisation ou d'un changement dans la propriété de l'objet de la subvention, soit de l'arrêt ou du changement de localisation d'une activité productive, le préfet de Corse exigera le reversement partiel ou total des sommes versées.

En cas de non-respect de mes engagements et obligations, je procéderai au reversement des sommes indûment perçues dans le mois qui suit la réception du titre de perception (ordre de reversement).

Cachet

Date :

Nom et signature du représentant légal :

P/Le Président du Conseil Exécutif de Corse
et par délégation
Le Directeur Général Adjoint Aux Infrastructures,
Routes et Transports

Georges ARGIVIER

Pièces à joindre au dossier, indispensables à son instruction

I) Pièces communes aux demandes d'aides FEDER et/ou ETAT (CPER et PEI) et/ou CTC et/ou FEP

a) Maîtres d'ouvrage privés :

- 1) Preuves de l'existence légale
 - Extrait K bis, inscription au registre ou répertoire concerné
 - Relevé d'identité bancaire ou postal
 Pour une association :
 - récépissé de déclaration en préfecture ou copie de publication au J.O.
 - statuts si subvention demandée > 23.000 €
- 2) pour les entreprises appartenant à un groupe :
 - organigramme précisant les niveaux de participation,
 - effectifs, chiffre d'affaires et bilan des entreprises du groupe.
- 3) en cas de subvention > 23.000 € : dernière liasse fiscale complète
sauf pour associations : dernier bilan et dernier compte de résultats approuvés par l'assemblée générale et rapport du Commissaire au compte s'il y en a un ;
- 4) Copie des décisions d'aides publiques (cofinancements) obtenues ou lettres d'engagement précisant montant, délai, intention ferme ;
- 5) Pour les demandes comportant un financement de l'Etat : attestation sur l'honneur du demandeur, concernant la régularité de sa situation au regard des obligations fiscales et sociales.
- 6) Liste des indicateurs prévisionnels

b) Maîtres d'ouvrage publics :

- 7) relevé d'identité bancaire sauf pour la Collectivité territoriale de Corse, les départements et les communes
- 8) délibération de l'organe compétent approuvant le projet d'investissement et le plan de financement prévisionnel détaillé (voir annexe 1 de la demande) : **délibération n°14/118 de l'Assemblée de Corse du 18 juillet 2014**
- 9) copie des décisions d'aides publiques (cofinancements) obtenues ou au minimum lettre d'engagement précisant le montant, le délai, l'intention ferme de cofinancer.
- 10) si G.I.P. : copie de la convention constitutive et de la publication de son arrêté d'approbation si subvention > 23.000 €
- 11) liste des indicateurs prévisionnels :

II) Pièces spécifiques en cas d'investissements :

- 12) devis, projets de contrats ou tous autres documents, datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis, permettant d'apprécier le montant de la dépense : Cf **rapport de monsieur le président du conseil exécutif en annexe de la délibération n°14/118**
- 13) si travaux ou acquisitions immobilières :
 - document précisant la situation juridique des terrains et immeubles et établissant que le demandeur en a ou en aura la libre disposition (promesse de vente...),
 - état des autorisations préalables requises par la réglementation (*permis de construire...*)
 - plan de masse, plan de situation, plan cadastral
- 14) si crédit-bail : projet de contrat
- 15) attestation sur l'honneur de non-commencement des travaux avant l'accusé de réception de dossier complet en cas d'aides de l'Etat sans lien avec une aide communautaire. Cf **attestation de novembre 2014**
- 16) attestation sur l'honneur que le demandeur n'est pas assujéti à la TVA ou ne récupère pas la TVA pour l'opération dont le coût subventionnable est présenté TTC.

NB : Le service instructeur pourra demander des pièces complémentaires qu'il juge nécessaires à l'étude du dossier, en référence notamment d'un arrêté ou d'un règlement des aides.

**OBLIGATIONS DU PORTEUR DE PROJET BENEFICIAIRE
POUR LE BON DEROULEMENT DU DOSSIER DE DEMANDE D'AIDES PUBLIQUES**

Je soussigné Paul GIACOBBI, représentant légal de la COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE, m'engage à réaliser le projet détaillé dans l'annexe technique et financière et m'engage à respecter les différents points suivants :

1- Contrôles :

Je me soumettrai à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de ma comptabilité, effectué par toute autorité commissionnée par le préfet ou par les corps d'inspections et de contrôle nationaux ou communautaires. A cet effet je m'engage à présenter aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la réalité, la régularité et l'éligibilité des dépenses

2- Plan de financement :

Je transmettrai au service instructeur, dès réception, et au plus tard avant le versement du solde de l'aide, les décisions relatives aux aides publiques sollicitées en cofinancement et l'informerai au plus tôt de l'encaissement de celles-ci.

Si le plan de financement initial venait à être modifié, j'en informerai le préfet de Corse qui fera procéder au réexamen du dossier.

3- Dépenses éligibles :

J'informerai le service instructeur du début d'exécution du projet.

Je prends note que ne peuvent être incluses dans l'assiette de la subvention européenne que des dépenses conformes aux dispositions du décret n° 2007-1303 du 3 septembre 2007 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes cofinancés par les fonds structurels pour la période 2007-2013.

En l'absence d'aide européenne directe ou indirecte (paiement alternatif), je prends note que ne peuvent être incluses dans l'assiette de la subvention que des dépenses conformes aux dispositions du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement.

4- Paiement de l'aide :

- S'il est prévu un versement d'avance, je justifierai du commencement des travaux ou de l'action pour obtenir ce versement.

- S'il est prévu un versement d'acomptes, je déposerai à l'appui de chaque demande auprès du service instructeur un état récapitulatif détaillé certifié exact des dépenses réalisées conformément au projet retenu, accompagné des pièces justificatives correspondantes.

- Je déposerai la demande de paiement du solde dans les six mois maximum à compter de la fin de l'opération, accompagnée :

- d'un compte-rendu d'exécution de l'opération ;
- de la justification de la totalité des dépenses éligibles effectuées avec les pièces justificatives correspondantes (sauf celles produites lors des acomptes) ;
- des décisions des cofinanceurs publics (si elles n'ont pas été produites antérieurement) ;
- de l'état des cofinancements publics encaissés (origines et montants).

La justification des dépenses s'effectue par la production de factures acquittées avec mention portée sur chaque facture par le fournisseur, ou par la production de pièces de valeur probante équivalente, à savoir :

- pour les opérateurs (maîtres d'ouvrage) publics : copie des factures accompagnées du document-type intitulé « opération cofinancée par...(FEDER ou ETAT (CPER-PEI) » (spécimen ci-joint en annexe 6) attestant du paiement par visa du comptable public concerné¹ ;
- pour les opérateurs (maîtres d'ouvrage) privés : les factures certifiées payées par :
 - soit mention portée sur chacune d'entr'elles (ou sur un état récapitulatif) par un commissaire aux comptes ou par un expert-comptable.
 - soit fourniture d'un relevé de compte bancaire de l'opérateur faisant apparaître les débits correspondants.

5- Réalisation du projet :

J'informerais le service instructeur régulièrement de l'avancement de l'opération. Je communiquerai et respecterai le calendrier relatif à la production des factures et autres justificatifs certifiés de dépenses. Les indicateurs identifiés sur l'annexe technique et financière, jointe à l'arrêté, doivent être transmis avec la demande de solde.

En cas de modification du plan de réalisation, j'en informerais le service instructeur dans les plus brefs délais. Si le projet est abandonné, j'en informerais aussitôt le service instructeur.

6- Comptabilité de l'opération :

Une comptabilité séparée ou selon une codification comptable adéquate sera tenue. Un système extra-comptable par enlissement des pièces justificatives peut être retenu. Ces pièces seront conservées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit jusqu'au 31 décembre 2021.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux collectivités locales.

7- Publicité et respect des politiques communautaires :

Publicité :

J'assurerai la publicité de la participation européenne selon les dispositions prescrites par les règlements communautaires n° 1828/2006 du 8 décembre 2006 et 1080/2006 du 5 juillet 2006 et repris dans la circulaire Premier ministre du 12 février 2007 parue au J.O. du 23 février 2007.

L'acceptation d'un financement vaut acceptation de l'inclusion sur une liste publiée, par voie électronique ou autre, du nom du bénéficiaire, du nom de l'opération et du montant du financement public alloué à l'opération.

INDICATEURS - PO FEDER - AXE3

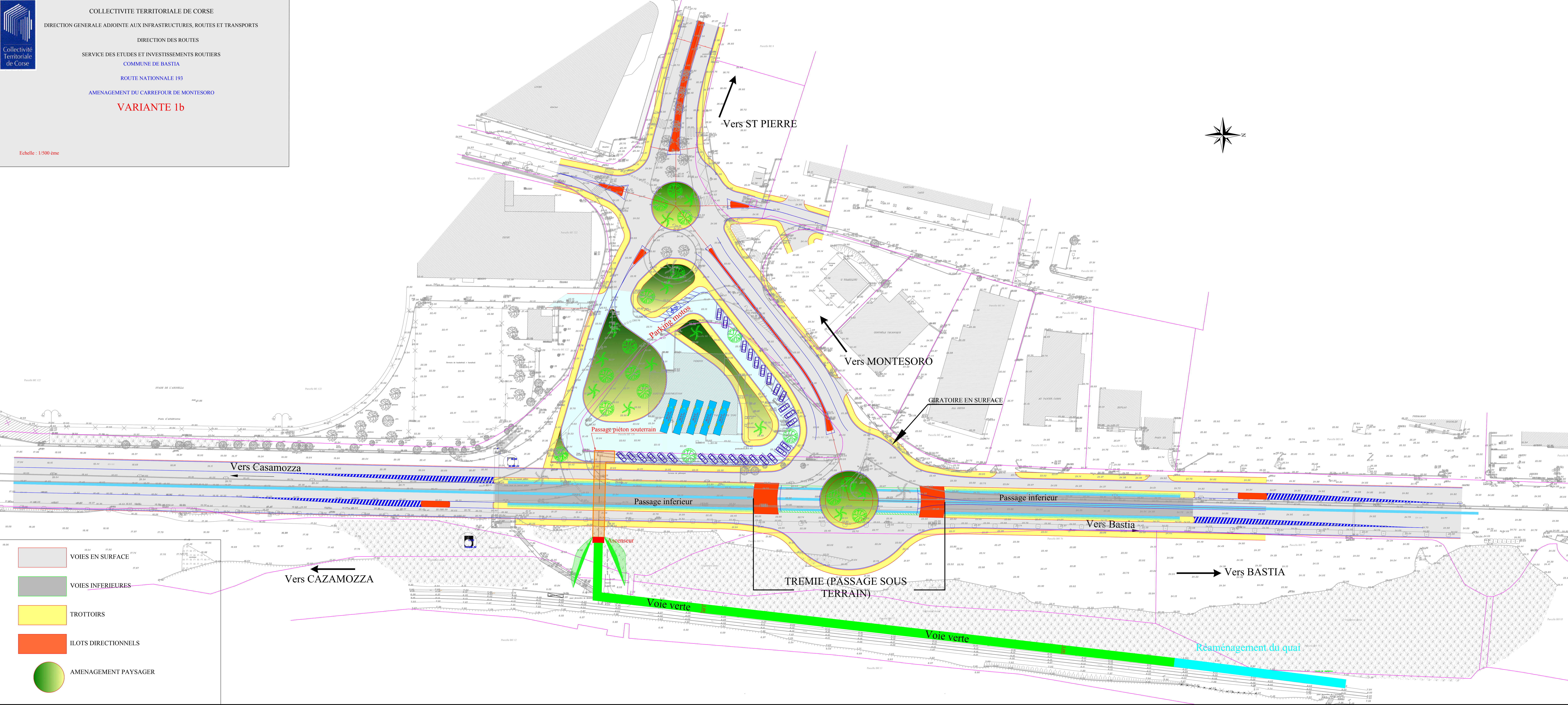
Liste des indicateurs à suivre dans le cadre du PO FEDER (à joindre à l'imprimé de demande d'aide pour information et/ou attribution du bénéficiaire)

A compléter par le bénéficiaire et/ou le service unique suivant les cas						Afficher la valeur de l'indicateur	Afficher la date à laquelle l'objectif prévisionnel est susceptible d'être atteint
Code préage	Libellé	Type indicateur	Cocher le ou les indicateurs à suivre sur le dossier	Observations pour bénéficiaires	Observations pour Service unique		
A.01.1	Prise en compte de l'environnement dans l'opération	Qualitatif			Notation (exemplaire/bonne/faible/aucune/sans objet)		
A.02.1	Prise en compte des TIC dans l'opération	Qualitatif		Remplir questionnaire Fiche 3 ou 4	Notation (exemplaire/oui/non/sans objet)		
A.03.1	Caractère innovant de l'opération en matière de produits, bien, services, procédé	Qualitatif					
A.03.2	Caractère innovant de l'opération en matière d'organisation	Qualitatif		Remplir questionnaire Fiche 1	- Notation (exemplaire/bon/faible/aucun)		
A.03.3	Caractère innovant de l'opération en matière de mise en marché	Qualitatif					
				Remplir questionnaire Fiche 2	Au choix : produit-bien-service/organisation-procédé/mise en marché/multiple/aucun/sans objet		
A.03.4	Critère d'instruction "caractère innovant de l'opération"	Qualitatif			Au choix : non/convention métropole/convention aggro, syndicat d'agglo nouvelle, communauté urbaine/Convention pays/convention PNR/autre convention territoriale/autre opération rattachée au grand projet territorial (sans conventionnement territorial)		
B.01.1	Cette opération relève-t-elle du volet territorial ?	Qualitatif					
E.12	Population supplémentaire ayant accès aux réseaux à large bande	Quantitatif					
03-03	Nombre de visites par site internet	Quantitatif					
03-04	Nombre de sites web créés et/ou refondus	Quantitatif					
E.16	Population supplémentaire desservie par un réseau de transport urbain amélioré	Quantitatif					
03-05	Nombre de pôles touristiques créés	Quantitatif					
00.01	Nombre d'emploi direct créé qualifié niveau 3 (Bac + 3)	Quantitatif					
E.21.1	Emplois directs additionnels créés bruts (ETP) en attendu et réalisé	Quantitatif		ATTENTION : au moment du solde de la subvention, le bénéficiaire devra fournir le nombre d'emplois constatés et/ou finalement prévus (dont on est raisonnablement sûr qu'ils seront créés dans les 3 ans) en distinguant les emplois homme/femme		0	
E.21.2	Emplois directs additionnels créés bruts hommes (ETP) en réalisé	Quantitatif					
E.21.3	Emplois directs additionnels créés bruts femmes (ETP) en réalisé	Quantitatif					



COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE
DIRECTION GENERALE ADJOINTE AUX INFRASTRUCTURES, ROUTES ET TRANSPORTS
DIRECTION DES ROUTES
SERVICE DES ETUDES ET INVESTISSEMENTS ROUTIERS
COMMUNE DE BASTIA
ROUTE NATIONALE 193
AMENAGEMENT DU CARREFOUR DE MONTESORO
VARIANTE 1b

Echelle : 1/500 ème





MONTESORO
MONTESORU

